

GRAND DEBAT NATIONAL DU 8 FEVRIER 2019 A ROYAS (ISERE)

**Réunion d'initiative locale organisée par le Maire de Royas et animée par Monique LIMON
Députée 7^{ème} circonscription Isère.**

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

- Sur chaque avis d'imposition on voudrait voir la répartition de la redistribution.
- Déclaration de tous les revenus du foyer y compris les aides sociales.
- Revoir les aides aux migrants. Pourquoi ont-ils droit immédiatement au RSA, la CMU, le logement gratuit ?
- Le RSA doit être mérité. Associer les aides RSA ou autres à des travaux d'intérêt général. Au minimum à une contrepartie, un travail.
- Il faut réduire les dépenses publiques.
- Les impôts qu'il faut baisser en priorité : La taxe foncière qui doit être calculée sur l'ancienneté du bien, les revenus, la TVA.
- Il faut baisser les dépenses de l'Etat.
- Les domaines où il faut faire des économies : les chantiers inachevés ou inutiles. Stop aux privilèges des politiques et hauts fonctionnaires. Stop aux retraites des anciens présidents et ministres...
- Revoir les conditions d'attribution des aides sociales RSA, CMU. Revoir l'attribution aux migrants. Viser le plein emploi pour les jeunes. Lutter contre les fraudes à la carte vitale.
- Les domaines prioritaires qui doivent être renforcés : les retraites et l'assurance maladie.
- Nous ne sommes pas prêts à payer des impôts supplémentaires quel que soit le domaine.
- Pas d'impôt pour encourager la fiscalité écologique.
- Autres points : Aujourd'hui on a tout dématérialisé, pourquoi internet ne serait-il pas gratuit ? accessible à tous ?
- Où sont passés les fonds du démantèlement des portiques de l'écotaxe ?
- 44 % des français paient l'impôt sur les revenus ce n'est pas suffisant. Il devrait y avoir plus de ménages qui participent même de très petites sommes. Tout le monde doit participer à l'effort collectif. Il faut trouver pour que chacun soit partie prenante même 3 €/ménage.
- Stop aux privilèges des Elus, l'ISF, il faut taxer les GAFA.

ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS

- Suppression du Sénat on a le sentiment qu'entre les 2 chambres cela fait « yoyo » alors que de toute façon l'assemblée nationale a le dernier mot.
- Les députés doivent être plus près des gens.
- Les niveaux de collectivités territoriales auxquels nous sommes attachés : la commune et le département. Pour ce qui est des communautés de communes on a été forcé de fusionner. Où ? Comment ? Pourquoi ? quel bassin de vie ? un tracé de carte qui ne tient pas compte des bassins de vie. Il faut consulter les citoyens.
- Il faut ramener de la proximité, rapprocher les services publics, moins de trajets, plus d'interlocuteurs de proximité.
- Les démarches dématérialisées doivent être facilitées. Mettre le numérique à la portée de tous, gratuité. Accompagnement pour utilisation du numérique. Numérique = fracture.
- Social : médecine à deux vitesses. Une partie de la population n'a plus accès aux soins. Ecart entre hôpital privé et public. Soins privé = tout de suite. Soins publics = 6 mois de délais pour les personnes les plus démunies.
- Mutuelles = trop chères.
- Reste à charge sur les médicaments de plus en plus lourd.
- Handicap à l'école : les professeurs ne sont pas formés. Manque d'AESH, délais trop longs.
- Une opacité des dispositifs, perte de temps. Il faut centraliser les dispositifs.

- Les personnes âgées sont laissées pour compte. Leurs revenus ne sont pas revalorisés et les besoins de santé augmentent. Fracture numérique et perte de proximité avec les services publics.
- Amélioration de l'habitat : il existe des aides mais les démarches sont trop complexes. Il faut de la simplification administrative. Les personnes âgées ne peuvent pas entreprendre les démarches trop complexes et dématérialisées. Exemple isolation = 7 dossiers à faire !
- EHPAD ou maintien à domicile : il faut mettre des moyens. Le personnel est à bout, c'est de la non-assistance à personne en danger. Risques d'accidents.
- Déserts médicaux : Les internes pourraient venir faire leur expérience ou leurs preuves pendant une durée dans les territoires mal desservis. Il faudrait rétablir des dispensaires.
- Les travailleurs indépendants : trop de charges et pas de couverture sociale, chômage...
-

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Le problème le plus important : disparition de la biodiversité, de certaines espèces, érosion du littoral.
- Il ne faut pas que la France soit seule. Il faut un consensus international. Inciter les pays à signer les accords internationaux (USA, Chine). Il faut que les gens prennent conscience.
- On n'a pas l'impression mais oui notre vie quotidienne est touchée par le changement climatique. Sécheresse, Il fait plus chaud, pluies diluviennes, plus de vent, moins d'oiseaux.
- Oui on peut contribuer à protéger l'environnement. On peut aller travailler en vélo. En agriculture, les terrains ne sont plus mis à nu, il y a moins de traitements. On fait le tri des déchets, on utilise moins d'eau avec le développement des énergies renouvelables et la conversion en bio (méthanisation).
- Oui nos actions peuvent contribuer à faire des économies.
- Qu'est-ce qui peut inciter à changer les comportements : le développement des pistes cyclables, des aires de co-voiturage, une incitation financière, pour une meilleure santé, pour bien vieillir. Il est compliqué de renoncer à la voiture car dans les zones rurales il n'y a pas d'alternative à la voiture. Il n'y a pas ou peu de transports en commun.
- Les solutions les plus simples : ne pas chauffer toutes les pièces de la maison, privilégier des véhicules moins polluants au gaz ou électriques avec plus d'autonomie. Des véhicules plus performants.
- Les alternatives au chauffage actuel : chauffage avec pompe à chaleur, des filtres à particules pour les chaudières, l'éolien, le solaire, la géothermie. Pour cela il faudrait négocier des prix collectifs avec des appels d'offres.
- Les aides existantes : subventions et défiscalisation pour les fenêtres, isolation, prêt à taux zéro chaudières, cheminées à insert... les organismes gestionnaires l'ADEME, l'agence de l'eau...
- Mobilités alternatives : oui pour les personnes qui habitent dans des zones urbaines où les transports collectifs sont organisés sinon pas vraiment en zone rurale. Problème de coût des trajets : en bus trajet plus long et moins cher. En train trajet plus rapide mais trop cher.
- Taxes et changements de comportements : faire une différence entre l'utilisation loisirs ou pour travailler.
- Recettes taxes : ces aides devraient financer les aides pour accompagner la transition écologique.
- Questions diverses : glyphosate pourquoi ne pas avoir inscrit l'interdiction dans la loi ?
- Agriculture : beaucoup de contraintes, de normes, d'audit et pas de retour. Le sentiment d'être épié en permanence.
- Les chaudières à copeaux ne sont pas écologiques car cela nécessite des livraisons fréquentes par camions.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- Vie institutionnelle : pour améliorer notre vie institutionnelle et démocratique il faut ramener de la proximité à l'échelon local.
- Il faudrait que les associations engagées dans le vivre ensemble aient un poids dans les décisions.
- Il faut un lien plus fort entre les citoyens et les élus. Il faut accroître la disponibilité des élus.
- Organiser des débats publics, plus de démocratie participative.
- On regroupe mais c'est l'échelon local qui est le plus parlant pour les citoyens.
- Réexpliquer les fondamentaux de la démocratie et le fonctionnement de la République.
- Le non cumul des mandats est une bonne chose car cela permet aux élus de se consacrer à une tâche et cela renforce la proximité. Pas de suppression du département car région trop éloignée.
- Il faut réduire le nombre de parlementaires ou mieux répartir.
- Il faut rendre le vote obligatoire et intégrant le vote blanc dans les résultats de vote exprimés.
- Pour associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique il faudrait organiser plus de débats et consultations par internet.
- Oui au référendum local non au référendum au niveau national. Le risque du référendum national est la manière dont la question est posée.
- Oui pour le tirage au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique.
- Il faut qu'en amont les citoyens soient plus informés sur le budget, les répartitions des dépenses et qu'ils soient formés à comprendre les mécanismes budgétaires pour pouvoir donner leur avis. On n'a pas de culture du fonctionnement de notre République, il faudrait former et informer pour que le citoyen puisse s'engager.
- Laïcité (vie citoyenne) : il faudrait l'améliorer, appliquer les mêmes règles à tous les cultes.
- Garantir les valeurs de la République : même loi pour tous, cela passe par l'instruction.
- Engagement citoyen : évaluation des lois, stages des enfants dans des instances publiques pour que cela devienne concret. Impliquer les enfants de tous âges dans des projets citoyens collectifs.
- Comportements civiques à promouvoir : Le respect des personnes, des opinions, des biens, travaux d'intérêts généraux quel que soit l'âge.
- Il faut montrer le bénéfice qu'il y a à profiter des biens publics pour favoriser les comportements civiques.
- Il faudrait valoriser l'engagement citoyen par un diplôme, une remise de prix à généraliser pour donner le goût de l'effort.
- Les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne sont les dégradations des biens publics, les violences verbales et physiques, le non-respect de l'environnement.
- Les solutions : renforcer la répression et éduquer les enfants. Il faut une aide à la parentalité quand il n'y a pas de socle familial. Il faudrait créer des instances de rencontres et d'échanges. Créer des lieux de convivialité.